Proposition de création d'un produit de couverture sociale pour les agents de droit local en ambassade

1. Contexte et enjeux

Les agents de droit local (ADL) employés par les ambassades et consulats français représentent une ressource humaine essentielle au bon fonctionnement du réseau diplomatique. Or, leur couverture sociale reste très hétérogène et dépend largement des régimes locaux, parfois insuffisants en matière :

- d'assurance maladie courante (consultations, hospitalisations, médicaments),
- de prise en charge des affections de longue durée,
- de couverture en cas d'invalidité ou de décès.

Cette situation peut fragiliser la sécurité des agents et nuire à l'attractivité et à la fidélisation du personnel recruté localement.

2. Objectif

La CFE, en partenariat avec le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), pourrait concevoir un produit de protection sociale spécifique à destination des ADL, garantissant :

- une couverture santé complète,
- une prise en charge adaptée des longues maladies,
- un volet prévoyance incluant décès et invalidité.

3. Proposition de produit

Le produit pourrait s'articuler autour de trois volets :

a) Santé courante

- Remboursement des frais médicaux (médecine générale, spécialités, hospitalisation, maternité).
- Couverture des médicaments prescrits.
- Accès à un réseau de soins partenaires, lorsque possible, pour limiter le reste à charge.

b) Longue maladie et invalidité

- Prise en charge des affections de longue durée (cancer, diabète, maladies chroniques) :
- Couverture renforcée en cas d'invalidité partielle ou totale, avec versement d'indemnités compensatoires.

c) Décès et prévoyance

- Capital décès versé aux ayants droit.
- Option complémentaire pour une rente éducation aux enfants à charge.

4. Modalités de mise en place

- Adhésion collective : chaque ambassade pourrait souscrire pour l'ensemble de ses agents de droit local, avec possibilité de co-financement (employeur/agent).
- Tarification adaptée : grille tenant compte de l'âge, du pays d'exercice et du niveau de soins locaux.
- Souplesse : options modulables pour que chaque poste diplomatique adapte la couverture aux besoins locaux.

5. Bénéfices attendus

- Renforcement de la protection sociale des ADL.
- Harmonisation des garanties entre les différents postes.
- Amélioration de l'attractivité et de la fidélisation du personnel local.
- Valorisation de l'image de la France comme employeur responsable.

6. Étapes proposées

1. Étude actuarielle et juridique de faisabilité par la CFE.
2. Consultation pilote avec un échantillon d'ambassades.
3. Lancement progressif du produit, avec suivi et évaluation.

Nicolas NOUELLE-PARRAT
Conseiller des français d'Irlande